



**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY**

Secretariat
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الأفريقية

السكرتارية
ص. ب. ٣٢٤٣

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAIN**

Secretariat
B. P. 3243

Addis Ababa : أديس ابابا

ESCAS/EC/223/103-89

17 Mars 1989

COOPERATION OUA/UNESCO
PROGRAMME DE PARTICIPATION
POUR 1988-1989)

Référence : ESCAS/EC/223/305-88

Signé par M. Idé Oumarou

Date : 09.08.88

Liste des demandes approuvées et numéro attribué à chaque demande par l'UNESCO:

<u>Numéro</u>	<u>Description</u>	<u>Montant \$.</u>
0642	Mission de consultant (1 m/h) spécialiste de la musique africaine.	8.700
0644	Contribution financière destinée à un projet de séminaires régionaux sur les industries culturelles en Afrique.	5.000
0647	Mission de spécialiste (1 m/h) pour l'identification des éléments culturels africains, obstacles à l'intégration de la femme au processus du développement.	
0648	Allocation d'études (15 jours au Siège de l'UNESCO) pour un fonctionnaire de la Division de l'Education et de la Culture.	5.400
0649	Mission de consultant (1 m/h) pour la mise en place de l'équipe d'exécution du Marché Commun Africain.	8.700
0650	Contribution financière destinée au Projet de "Charte Africaine des Droits de l'Homme".	15.000

I. FESTIVAL PANAFRICAIN DE MUSIQUE TRADITIONNELLE

NUMERO : 0642

DESCRIPTION : Mission de Consultant, Spécialiste de la Musique Africaine.

DUREE : Un mois

DATE D'ENTREE EN FONCTION : Avril 1989

LIEU D'AFFECTATION : Addis Abéba avec possibilité de missions dans les Etats Membres de l'OUA.

MONTANT : US\$.8700 . Ce montant devrait couvrir le salaire du consultant, 2 ou 3 missions à Kinshasa.

OBJECTIF DU PROJET : Le Projet vise essentiellement à organiser un Festival Panafricain de Musique Traditionnelle :

- Conformément à la Résolution CM/Res.509 (XVII) de la vingt-septième Session du Conseil des Ministres de l'OUA portant sur l'organisation, tous les deux ans à partir de 1978, non plus de festivals globaux, mais de manifestations sectorielles telles que : Musique et danse, théâtre et films cinématographiques, livres et littérature, etc...
- conformément aussi à la Résolution CMAC/Res.114 (II) de la 2ème Conférence des Ministres Africains de la Culture (Ouagadougou Mars 1988) relative à l'organisation du Festival de Musique Traditionnelle. D'une manière plus précise, le Projet devra contribuer à :

- a) définir tous les éléments, spécialement au niveau des modalités pratiques, y compris les rôles et les apports respectifs des Etats Membres, du pays hôte, du Secrétariat Général de l'OUA et d'autres organisations, ainsi que les mécanismes de coordination, tous relatifs à l'organisation d'un Festival Panafricain de Musique;
- b) organiser le Festival Panafricain de Musique à travers les manifestations simultanées ou consécutives suivantes :
 - i) une série de prestations portant sur toutes les formes d'expressions artistiques sonores;
 - ii) une exposition d'instruments de musique d'origine africaine, y compris des zones péri-africaines;
 - iii) un colloque sur la musique africaine qui devra rassembler des spécialistes tels que des musiciens, des musicologues et des ethnomusicologues.
- c) mettre en place et promouvoir l'animation d'un Centre temporaire d'échanges culturels consistant essentiellement en :
 - i) des ateliers techniques (confection et démonstration de l'utilisation de divers instruments de musique ainsi que l'initiation des intéressés au maniement de ces instruments);
 - ii) un atelier-carrefour devant permettre aux participants d'ouvrir (et de maintenir plus tard) un dialogue des cultures (donner et recevoir) par le canal de l'instrument de musique;
 - iii) des stands d'exposition-vente de produits/articles culturels répondant à des normes bien déterminées.

- d) promouvoir l'organisation, en marge des activités ci-dessus mentionnées, de manifestations culturelles sous forme de carnavaux et de "shows" impliquant également la participation populaire;
- e) définir et assurer, par le biais d'actions de suivi appropriées, l'impact moyen et à long termes du Festival un accent particulier devant être mis sur les éléments suivants :
 - i) la diffusion des manifestations du Festival;
 - ii) la sauvegarde et la valorisation du patrimoine musical africain, y compris les moyens de diffusion des airs et des instruments ainsi que les possibilités de modernisation des instruments africains;
 - iii) la musique traditionnelle et l'unité culturelle africaine;
 - iv) l'étude de faisabilité d'un musée panafricain de musique traditionnelle, basée sur les acquis du Festival.

DESCRIPTION DES TACHES DU CONSULTANT.

En étroite collaboration avec la Division Education et de la Culture, le Consultant devra s'acquitter des tâches suivantes:

- a) identifier les éléments importants favorables à l'organisation du Festival Panafricain de musique traditionnelle à Kinshasa (Zaire) du 18 au 27 Juillet 1989,
- b) rassembler, classer et analyser toute la documentation nécessaire à l'organisation du Festival et des actions de suivi,
- c) étudier dans les détails les approches les plus pratiques possible pour l'organisation du Festival ainsi que des actions de suivi;

- d) définir les rôles et les apports des Etats Membres de l'OUA en général et du pays hôte en particulier, du Secrétariat Général de l'OUA et d'autres Organisations régionales/internationales nécessaires à l'organisation du Festival et des actions de suivi;
- e) proposer les divers mécanismes de coordination pour la préparation, l'organisation et le suivi du Festival, en particulier, définir de manière précise les attributions, la composition et le fonctionnement du Comité d'organisation du Festival;
- f) aider le SECRÉTARIAT Général de l'OUA à suivre la progression des activités du Comité d'organisation du Festival et recommander, s'il y a lieu, les mesures correctives nécessaires;
- g) rédiger un rapport circonstancié sur les points a) à f) ci-dessus, rapport qui doit également contenir des recommandations appropriées relatives à chacun de ces points.

QUALIFICATIONS :

Diplôme universitaire en Lettres, Arts ou Sciences Humaines avec des connaissances approfondies des arts et notamment de la musique africaine avec une expérience pratique d'au moins cinq années dans ce domaine.

LANGUES :

Excellente connaissance du français avec une connaissance pratique de l'anglais, ou Vice-versa. La connaissance de l'arabe ou du portugais constituerait un avantage supplémentaire.

PROPOSITIONS :

Compte tenu des délais, nous proposons :

Monsieur L. Mbuyamba
Président du Conseil International de la Musique
s/c UNESCO, 1 Rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
Tel. (1) 45682550

Le CIM a déjà pris des contacts poussés avec l'OUA. M.L.Mbuyamba est assez connu et sa compétence affirmée en ce domaine.

II. CYCLE DE SEMINAIRES REGIONAUX
SUR LES INDUSTRIES CULTURELLES EN AFRIQUE

Numéro : 0644

Description : Contribution financière destinée à un projet de séminaires régionaux sur les industries culturelles en Afrique.

1. Il s'agit de poursuivre les initiatives qu'avait commencées l'UNESCO en collaboration avec l'OUA. Ainsi, en 1985, l'UNESCO et la CEDEAO avaient organisé, avec la participation de l'OUA, un séminaire sur les industries culturelles en Afrique de l'OUA à Conakry.

En 1988, l'UNESCO, l'OUA et la SADCC ont tenu conjointement un séminaire similaire pour l'Afrique Australe à HARARE.

2. La 2ème CMAC par Résolution CMAC/Res.15 (II) a recommandé à l'OUA, en coopération avec l'UNESCO, le PNUD, la CEE/ACP et les institutions culturelles africaines de poursuivre l'organisation de tels séminaires.

3. Pour cela nous avons établi le calendrier suivant :

- a) Pour l'Afrique Centrale et Orientale (Langue : Français) en 1989.
- b) Pour l'Afrique Centrale et Orientale (Langue : Anglais) Mars 1990.
- c) Pour l'Afrique du Nord. (Langues : Français et Arabe) Mars 1991.

4. La 2ème CMAC a demandé qu'à l'issue de ce cycle de séminaires régionaux, soit convoquée une réunion au niveau panafricain sur les industries culturelles.

5. Montant. Contribution Programme de Participation UNESCO :
5.000 US\$.

- Contribution OUA : 5.000 US\$.
- Fonds Culturel Interafricain : 5.000 US\$.

6. Sont également sollicités l'ACCT, le CICIBA, l'UDEAC, l'ONUDI.

7. Participants. 16 Etats Membres. 1 délégué par Etat.

8. Lieu et date proposés , Kigali (RWANDA). 2ème quinzaine de Septembre 1989.

9. Des contacts sont en cours tant avec le pays hôte qu'avec les Organisations citées ci-dessus.

10. Un Rapport financier incluant les documents nécessaires sera fourni à l'UNESCO au terme de l'exécution du projet. Il sera adressé au Chef de l'Unité du Programme de participation.

=====

III. IDENTIFICATION DES ELEMENTS CULTURELS AFRICAINS
OBSTACLES A L'INTEGRATION DE LA FEMME AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Numéro : 0647
Description : Mission de spécialistes
Montant : US\$ 8.700
Durée : 1 mois
Date : dès que possible

Justification:

1. Ce projet tire sa base d'un certain nombre de référence :

- la Résolution CM/876 de la 37ème session ordinaire du Conseil des Ministres de l'OUA qui souligne que "l'intégration des femmes au développement constitue un problème crucial auquel l'OUA doit s'attaquer vigoureusement". Cette Résolution, en outre, appelle "l'Afrique à mener une action coordonnée pour soutenir les efforts déployés par la Communauté interafricaine en vue de l'intégration de la femme dans le processus du développement",

- Les stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme.
- Le Rapport du Colloque "apport de la femme dans le processus de développement national" (Kinshasa du 24 au 26 Juillet 1984).
- Le Rapport du Séminaire Régional sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (Addis Abéba, Avril 1987).

2. Par ailleurs, dans le cadre de la Décennie Mondiale du Développement Culturel, l'UNESCO a prévu d'accorder son appui à des activités d'éducation des femmes adultes mettant l'accent sur la dimension culturelle de l'éducation. (Grand Programme XIV-240/5 - II A).

Objectifs. Ce projet permettra :

- a) de dégager l'image de la femme dans la société africaine,
- b) d'étudier les pratiques culturelles et mentalités qui limitent les initiatives de la femme africaine,
- c) de mettre en exergue le rôle des femmes dans la transmission de la mémoire historique et des valeurs culturelles,
- d) de montrer l'image de la femme africaine véhiculée par les médias et ses effets,
- e) d'insister sur le nouveau rôle de la femme dans le développement de l'Afrique.

Approches.

- a) Enquêtes dans les Etats Membres, auprès des Associations de femmes, des groupements économiques féminins, des éducateurs pour recueillir les éléments nécessaires,
- b) compilation des documents textes culturels, recueils de traditions orales....

- c) élaboration d'une étude accompagnée de Recommandations,
- d) sur la base de cette étude, l'OUA envisage de tenir avec l'UNESCO et certaines Organisations telles que le PNUD, l'UNICEF, l'ACCT, l'ONUDI... un Séminaire regroupant des Associations de femmes africaines, des éducateurs, des planificateurs, et des organisations non gouvernementales. Ce Séminaire étudiera les modalités les meilleures pour mettre en pratique les Recommandations.

Modalités d'exécution.

3. L'OUA consultera notamment :

- le Centre des femmes de la CEA, (Addis Abéba),
- le Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (Addis Abéba).
- l'UNESCO,
- etc.....

4. Elle recueillera ainsi la documentation nécessaire.

5. Elle établira un plan pour l'étude envisagée (approches, résultats escomptés.)

6. Ce plan sera remis à deux spécialistes chargées de l'étude. Après un délai fixé d'un commun accord elles déposeront leurs rapports.

7. Les Secrétariats de l'OUA et de l'UNESCO les synthétiseront, les publieront en vue du séminaire prévu ci-dessus.

8. Cette modalité offre assurément des avantages :

- exploiter au mieux l'abondante documentation qui existe,
- impliquer davantage le Secrétariat Général de l'OUA, et l'UNESCO,
- consacrer la dotation financière à deux spécialistes plutôt que de la dépenser en voyages et mission.

9. Le montant de l'allocation devra être réparti :

- pour payer les 2 spécialistes,
- pour publier l'étude finale.

IV. FORMATION

Numéro : 0648

Description : Allocation d'études pour un fonctionnaire de Division de l'Education et de la Culture.

Montant : US\$.5.400

Durée : 15 jours.

Date : Avril 1989 si possible.

Justification. Au cours de ce séjour, le fonctionnaire désigné :

- se familiarisera avec l'élaboration des projets au titre du programme ordinaire,
 - profitera de l'expérience de l'UNESCO en matière de droit d'auteur et de protection des intérêts des titulaires des droits d'auteur; recueillir toute documentation en vue de la mise en application de la Résolution CMAC/Res.16 (II) relative à la protection des droits d'auteur et à la lutte contre la piraterie des produits culturels en Afrique,
 - discutera avec le Secteur de la Culture de l'UNESCO de l'élaboration du Plan Culturel Africain à moyen terme (1990 - 1994). En effet lors de sa réunion à Ouagadougou du 3 au 5 Mars, le Bureau de la CMAC a retenu ce sujet comme thème général de la 3ème CMAC (1990).
- L'UNESCO, en la matière, a une certaine expérience. L'OUA et elle devraient donc se consulter pour trouver les interactions nécessaires entre ce Plan Culturel Africain à moyen terme et le Plan à moyen terme de l'UNESCO.
- Un calendrier régulier de consultations sera établi avec l'UNESCO pour cela.

V. MARCHE COMMUN CULTUREL AFRICAIN

Numéro : 0649
Description : Mission de consultant pour la mise en place de l'équipe d'exécution du Marché Commun Culturel.
Durée : Un mois.
Date d'entrée en fonction : Juin 1989.
Lieu d'affectation : Addis Abéba avec possibilité de mission dans les Etats Membres.
Montant : 8.700 US\$.

JUSTIFICATION

1. Ce projet vise à :

- a) promouvoir le développement culturel en même temps que le développement économique de l'Afrique,
- b) mettre en évidence, pendant la Décennie Mondiale du Développement Culturel, par des actes concrets, les interactions qui existent entre la Culture et les autres secteurs du développement économique,
- c) faire valoir les avantages d'un Marché Commun Culturel Africain.

2. En vue de cet objectif, la 2ème Conférence des Ministres Africains de la Culture a proposé les étapes suivantes:

A - Année 1988/1989.

- a) Mise en place de l'équipe d'exécution comprenant autour de l'OUA, l'UNESCO, l'ACCT, les organisations sous-régionales culturelles et économiques;

- b) Missions exploratoires dans les Etats Membres, auprès des Communautés économiques sous-régionales, des organisations non gouvernementales et des sources de financement;
- c) Préparation du projet de l'Acte portant création du Marché Commun;
- d) Soumission du texte aux Etats Membres.

B - Année 1990

- a) Examen du projet de l'Acte par la 3ème CMAC,
- b) Soumission au Conseil des Ministres de l'OUA,
- c) Réaménagement du projet de l'Acte.

C - Année 1991/1992

- a) Soumission au Conseil des Ministres et à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA pour adoption, du projet de l'Acte portant création du Marché Commun Culturel;
- b) Mise en place de la Commission Exécutif,
- c) Mise en place du Conseil d'Administration.

3. Le Comité Directeur Permanent de l'OUA à sa 16ème session (Addis Ababa - Février 1989), et le Bureau de la 2ème CMAC réuni à Ouagadougou (Burkina Faso) les 4 et 5 Mars ont étudié l'évolution du projet et émis diverses Recommandations.

DESCRIPTION DES TACHES DU CONSULTANT.

4. En étroite collaboration avec la Division de l'Education et de la Culture, le consultant se chargera des tâches suivantes :

- revoir le dossier en y incluant les observations reçues des Etats Membres et les Recommandations des diverses instances de l'OUA,

- préparer l'étape 1989 telle que décrite ci-dessus.

5. Qualification. Diplôme Universitaire en Lettres, Arts. Expérience dans le domaine de la Culture et des industries culturelles d'au moins cinq années.

6. Langues. Français-Anglais.

7. Propositions. Nous prions l'UNESCO de nous faire quelques 2 ou 3 propositions et de contacter notamment M. Olympe Bhêly Quenum, ancien fonctionnaire de l'UNESCO :

28 Avenue Emile ZOLA

78300 Poissy

Tel.49-65-C7-20

L'intéressé avait déjà collaboré avec l'OUA à divers projets.

6. DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Numéro : 0650

Description : Contribution financière destinée au projet "Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples".

Montant : 15.000 US\$. Comme annoncé dans la demande, cette somme est destinée à :

- a) à la constitution d'un fonds de bibliothèque renfermant des ouvrages et documents de référence sur les Droits de l'Homme et des Peuples, US\$ 5.000.
- b) à l'impression et la diffusion d'une plaquette sur "la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples," et "le Règlement Intérieur de la Commission." US\$ 5.000.
- c) au lancement d'une Revue Africaine US\$5.000.

Au terme de l'exécution du projet, un Rapport financier sera adressé à l'UNESCO.

1989-03-17

COOPERATION OUA/UNESCO : PROGRAMME DE PARTICIPATION POUR 1988-1989

OUA/UNESCO

OUA

<https://archives.au.int/handle/123456789/7010>

Downloaded from African Union Common Repository